

**Consultations particulières et auditions publiques en
vue d'étudier l'acceptabilité pour le Québec du projet
proposé par Enbridge Pipelines inc. sur le
renversement vers l'est du flux de l'oléoduc 9B situé
entre North Westover et Montréal décrit notamment
dans le document intitulé « Inversion du flux de
l'oléoduc 9B d'Enbridge »**

**Mémoire présenté par
Susye Bernier et Bernard Duplessis**

Saint-Adolphe d'Howard

Le 26 novembre 2013

Présentation des auteurs

Susye Bernier

Résidente de Saint-Adolphe d'Howard, je suis mère de deux enfants. Depuis plus de 20 ans, je travaille en milieu communautaire auprès de personnes aux prises avec divers problèmes : santé mentale, pauvreté, analphabétisme, etc. Dix années au regroupement des organismes des Laurentides m'ont également permis de côtoyer l'ensemble des organismes de la région et de mieux comprendre les espoirs et difficultés des personnes qui s'y regroupent. Je crois au pouvoir de l'éducation populaire et de la solidarité pour que nous construisions un Québec-pays où justice sociale, égalité, partage de la richesse et respect de l'environnement soient au cœur des préoccupations. Je détiens une maîtrise en intervention sociale.

Bernard Duplessis

Adolphe d'adoption, père de trois jeunes adultes, j'ai travaillé pendant plus de trente ans comme musicien-compositeur dans les domaines de l'industrie du disque et du spectacle, du film et de la télévision. Mon parcours m'a amené à la post-production sonore de la télévision de la Société Radio-Canada comme bruiteur et designer sonore pour des émissions comme Tout le Monde en Parle, Découverte, émissions Jeunesse et plusieurs autres. Maintenant travailleur autonome, je m'implique davantage dans les causes qui touchent l'environnement et la justice sociale.

Mémoire

Enbridge Pipelines inc. : renversement vers l'est du flux de l'oléoduc 9B

Introduction

Dans le contexte mondial actuel de la lutte aux changements climatiques, les facteurs énergie, économie, environnement et indépendance ne font désormais plus qu'un. Cette indissociable synergie représente l'esquisse sur le tableau de notre société en devenir, toile à peindre avec soin, jusqu'aux moindres détails. La qualité des matériaux et des outils qu'utiliseront les créateurs de cette fresque sera garant de la qualité de vie de nos enfants, nos petits-enfants et bien d'autres générations futures.

Dans sa globalité, chaque trait tiré ici sur cette toile fragile représentera un défi colossal pour l'humanité dont nous, Québécoises et Québécois, faisons partie. Devant nous, se dressent et se dresseront constamment nombreux obstacles. Lobbys, force des marchés nationaux et mondiaux, habitudes de consommation et résistance au changement seront toujours au cœur des difficultés à surmonter. Plus encore, la réalité des systèmes politiques et économiques défaillants, déséquilibrés et à bout de souffle fera constamment ralentir les sociétés engagées dans leurs efforts de lutte contre les changements climatiques.

Au terme de cette commission, et espérons qu'elle ne soit pas futile, le Québec devra faire des choix d'avenir malgré les nombreux écueils. Champion énergivore, il devra agir rapidement pour rattraper le temps perdu, temps perdu par les politiques gouvernementales néolibérales irresponsables. Puis, il devra dessiner le tracé, baliser le sentier et nous guider avec confiance vers un pays plus vert, pour ses citoyennes et citoyens et pour sa terre, le Québec.

Susye Bernier et Bernard Duplessis

Citoyenne et citoyen de Saint-Adolphe d'Howard, Québec.

Or noir et environnement

28 septembre 2013, le premier volet du cinquième rapport du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) ne laisse aucun doute. Des bouleversements climatiques catastrophiques surviendront si l'humain ne réagit pas rapidement pour réduire les émissions de gaz à effet de serre. L'analyse et les prévisions de centaines de scientifiques sont alarmantes. Sur la continuité du modèle de développement et de consommation actuel, la température de la planète augmentera de près de 5 °C au cours du prochain siècle. Les conséquences climatiques, économiques, environnementales et sociales seront désastreuses. Le Québec n'y échappera pas. Nous devons diminuer notre dépendance au pétrole. Et pourtant :

Stephen Harper sur le retrait du Canada de Kyoto:

«Ce qui n'avait absolument aucun bon sens pour ce pays, c'était la signature du protocole de Kyoto par un gouvernement libéral, lequel a signé ce que, très franchement, je considère comme des cibles [de réduction] stupides et lequel, par la suite, ne s'est pas doté d'un plan pour les atteindre après dix ans au pouvoir.» - Stephen Harper

« L'or noir sale » du Canada

Associé à « l'or noir sale » et misant sur une énergie non-renouvelable qui pollue trois fois plus que le pétrole traditionnel, le Canada est devenu un cancre environnemental. À l'international, sa mauvaise réputation est largement étalée même par des pays amis.

Est-ce que le Québec veut être complice de ce pays?

Le discours du gouvernement canadien en matière d'énergie et de protection de l'environnement est complètement incohérent et frôle la fraude politique. Assoiffé de pouvoir économique noir à tout prix, il soutient massivement les projets les plus dommageables pour la santé et l'environnement pour ensuite tenter tant bien que mal de se donner bonne image en leurrant la population par des campagnes publicitaires très coûteuses et des programmes bidons (Plan d'action), le tout, défrayé par nous, contribuables canadiens et québécois. Ayant jeté à la poubelle le protocole de Kyoto, le Canada pourfend même ses propres chétifs efforts en matière de réduction de gaz à effet de serre (GES).

La réalité canadienne

Le décalage entre le discours du gouvernement canadien et la réalité est frappant. Pour que le Canada atteigne son objectif de 2020, le secteur du pétrole et du gaz doit réduire ses émissions de 42 % par rapport au niveau de ses émissions projetées pour 2020. Le secteur pétrolier et gazier est responsable de près du quart de la pollution par gaz à effet de serre au pays. Au niveau fédéral, ce secteur n'est soumis à aucune contrainte. Or, on s'attend à ce que les émissions de GES provenant des sables bitumineux augmentent de plus de 50% d'ici 2020.

Le Québec va-t-il contribuer au succès économique noir du Canada, un pays qui se fout des accords internationaux sur l'environnement?

Le dilemme train-pipeline

Les dilemmes, dont celui du train-pipeline que notre gouvernement canadien et le lobby du pétrole albertain mettent de l'avant, sont carrément de faux dilemmes. Profitant de l'actualité sur la catastrophe de Lac-Mégantic, le gouvernement contribue à mousser la thèse que les pipelines sont plus sécuritaires que le transport par train. Mais advenant que demain, en première page des médias, on annonce l'explosion d'un pipeline comme ce fut le cas en Chine en 2010, devant quel dilemme serions-nous ?



[Train ou pipeline - Un faux débat \(Le Devoir, 3 août 2013\)](#)



[Explosion d'un pipeline en Chine en 2010 \(www.boston.com\)](http://www.boston.com)

Le dilemme emploi-chômage

Les lobbyistes du pétrole de l'ouest, certains acteurs québécois intéressés et le gouvernement du Canada s'époumonent à dire qu'il y aura beaucoup d'emplois reliés au développement et à l'exploitation du pétrole provenant des sables bitumineux. Ils clament aussi la répartition de la richesse! Autre faux dilemme.

L'exemple du projet d'Enbridge d'inverser le flux du pipeline de la ligne 9b en est un. La construction du pipeline de TransCanada énergie en est un autre. Il pourrait sembler que d'emblée ces projets apportent beaucoup d'emplois mais pour qui seront ces emplois? La majorité des emplois à long terme de ces projets vont profiter dans les provinces de l'ouest canadien. Au Québec, dans le cas du projet d'Enbridge, on évalue à une centaine les emplois à long terme. Est-ce qu'on peut s'entendre pour dire que ce n'est pas la panacée quand on calcule les risques environnementaux que cela peut comporter?

Responsabilité et autoréglementation

Le jeudi 7 août 2013, la preuve vient de tomber. Après que la compagnie MM&A soit placée sous la loi de la protection des tribunaux, l'actualité nous met devant les faits. « Québec reconnaît que les contribuables assumeront la facture de Lac-Mégantic » annonce Le Devoir. Apparaissant comme une évidence, MM&A n'avait pas les actifs et les assurances nécessaires pour le dédommagement complet, le nettoyage, la décontamination et la reconstruction de Lac-Mégantic.

Surprenant? Pas vraiment.

Quelle entreprise aurait les reins assez solides pour « couvrir » les frais d'une telle catastrophe? Et advenant que l'une d'entre elles prétende qu'elle a les moyens d'assumer ses responsabilités, elle ne le fera jamais complètement par elle-même. Le déversement dans la rivière Kalamazoo au Michigan en est la preuve.

Et le gouvernement canadien dans tout cela ? Très « low profile ».

À cet égard, la piètre performance et l'apparence de manque de compassion du Ministre des transports du Canada, M. Denis Lebel, lors de son passage à Lac-Mégantic, nous a déçus au plus haut point. Sur la défensive et sur un ton agressif, il a tenu à défendre les différentes initiatives de son gouvernement, initiatives trop frileuses de toute évidence, plutôt que d'encourager et de rassurer la population de Lac-Mégantic.

Deux projets majeurs de transport de « l'or noir sale » provenant des sables bitumineux de l'Alberta sont présentement en développement et touchent le Québec. Dans notre coin de pays nous avons été témoins des stratégies d'Enbridge pour convaincre la population du bien fondé de son projet pour le développement des communautés locales. La compagnie achète de grandes pages de publicité dans les journaux locaux pour promouvoir et vanter son projet.

Et pourtant...

Kalamazoo, c'est l'histoire de la compagnie Enbridge

Le déversement survenu au Michigan dans la rivière Kalamazoo est parmi les pires catastrophes environnementales qu'ait connue l'Amérique du Nord. **Près de trois ans** après que la rupture d'un oléoduc eut déversé du pétrole lourd dans la rivière Kalamazoo, l'Agence de protection environnementale des États-Unis (EPA) a dû **ordonner** à Enbridge de draguer la rivière pour en retirer le pétrole submergé. L'EPA a également **ordonné** à Enbridge de maintenir les pièges à sédiments le long de la rivière pour capturer le pétrole à l'extérieur des zones de drague.

Ordonner signifie des enquêtes, des démarches juridiques, des pressions politiques et des frais pour les contribuables, encore et encore des frais. Tout cela démontre l'irresponsabilité de cette entreprise. La feuille de route d'Enbridge est désastreuse.

Allons-nous faire confiance à une compagnie qui a une telle réputation?

L'inquiétude des citoyennes et citoyens en regard du projet d'Enbridge est très présente. Nous attendons, nous espérons une opposition de notre gouvernement. En tant que citoyenne et citoyen préoccupés de la santé et de l'environnement, nous avons interpellé la Direction de la santé publique de notre région.

Comment se fait-il qu'une instance qui a pour mandat la protection de la santé de la population du territoire garde le silence dans un dossier pourtant fort bien documenté?

Comment se fait-il que notre gouvernement ne s'oppose pas à ce projet?

Conclusion

Ces événements sont concluants. Les scientifiques, experts et écologistes sonnent l'alarme depuis maintenant des décennies mais nous sommes de glace. Même certains économistes commencent à nous faire la leçon. La cadence énergétique du Québec ne doit plus se fier aux ressources fossiles conventionnelles. Elle devra muter, freiner et ralentir le rythme.

En soutenant le développement des sables bitumineux et les projets d'oléoducs, le gouvernement canadien ne fait et ne fera qu'enfoncer davantage le Canada et le Québec dans un gouffre écologique qui aura, sans équivoque, des effets environnementaux néfastes et très onéreux pour non seulement nous toutes et tous, Québécoises et Québécois, mais pour la planète entière. Cancre en matière de lutte contre le changement climatique, le monde entier critique la politique canadienne.

Voulons-nous, Québécoises et Québécois nous associer à cette réputation peu enviable ? Est-ce ce que nous voulons pour l'avenir du Québec?

Le Québec ne devrait jamais accepter ce pétrole lourd polluant issu des sables bitumineux. Le Québec ne devrait pas non plus se lancer dans l'exploitation du pétrole qui aura inévitablement des effets destructeurs sur des environnements extraordinaires, pensons à Anticosti, à la

Gaspésie. Ce n'est pas en devenant une plaque tournante du pétrole des sables bitumineux ni en favorisant l'exploitation du pétrole au Québec que nous tracerons la route pour nous sortir des énergies fossiles. Notre indépendance vis-à-vis du pétrole passera sans doute par de grands bouleversements tant au niveau de notre appétit de consommation énergétique qu'au niveau de notre mode de vie mais qu'à cela ne tienne, nous avons le vent, le soleil, l'eau et la terre, il faut y ajouter l'audace et la volonté politique.

Repensons tout cela intelligemment.

Le courage du changement

Consommer davantage : Est-ce une vision d'avenir pour le Québec ?

Il y a quelques semaines, nous entendions notre Première Ministre en entrevue à Radio-Canada dire ceci : « Les Québécois consomment moins, ça nous inquiète. » Nous sommes parmi les sociétés qui consomment le plus alors qu'une grande partie de la planète manque de tout. Ce mode de vie conduit inévitablement la planète droit au mur. Entendre un tel message de notre Première Ministre nous désespère et nous inquiète pour l'avenir. Il faut avoir l'audace de changer cette vision et de travailler autrement si nous voulons laisser un monde meilleur à nos enfants et petits-enfants. Nous rêvons d'un Québec souverain où la richesse est partagée, où l'environnement est préservé et respecté véritablement, où la qualité de vie des citoyennes et des citoyens du Québec et d'ailleurs est une préoccupation constante.

On nous ramènera probablement que nous voulons tout : préservation de l'environnement, éducation, services de santé publics, accessibles, gratuits et de qualité, accès à des logements adéquats, à la culture, niveau de vie décent pour toutes et tous, mais oui nous pensons que cela est possible dans un Québec qui a vraiment à cœur le mieux-être de tout son monde et qui a le courage de récupérer la juste part non payée par les personnes et entreprises les mieux nanties.

« Renflouer les coffres de l'État québécois est certes important, mais il importe encore plus de bien choisir comment le faire et quelles prémisses prioriser dans un choix de politiques fiscales. » - Institut de recherche et d'informations socio-économiques mars 2010

Nous avons aujourd'hui toutes les preuves pour comprendre, à qui veut le comprendre, que la surconsommation, l'exploitation des énergies fossiles, la dévastation de l'environnement nous conduisent à notre perte.

« Lorsque la dernière goutte d'eau sera polluée, le dernier animal chassé et le dernier arbre coupé, l'homme blanc comprendra que l'argent ne se mange pas. » - Sitting Bull

Avec tout le talent, la créativité, l'expertise et la volonté qu'il possède, un Québec souverain, consciencieux, éco-responsable, intelligent, pourra non seulement léguer aux générations futures, espoir, confiance et fierté mais pourra servir de modèle aux pays du monde entier.

Mais pourquoi pas!

Susye Bernier et Bernard Duplessis